

Décembre 2012

Fiche de l'Irsem n°22

**« Prendre les armes en République démocratique du
Congo », de la réalité d'un engagement à sa légitimation**

Mehdi BELAID

Pour citer ce document :

Mehdi BELAID

*“ Prendre les armes en République
démocratique du Congo », de la réalité
d'un engagement à sa légitimation ”*

*Fiche de l'Irsem n° 22, décembre
2012, 8 pages*

www.defense.gouv.fr/irsem

« *Prendre les armes en République démocratique du Congo* »,
de la réalité d'un engagement à sa légitimation »

Décembre 2012

L'est de la République démocratique du Congo est plongé dans un continuum conflictuel quasi ininterrompu depuis le milieu des années 1990. De nature complexe, cette conflictualité présente plusieurs particularités. Effectivement, si les différents conflits qui ont émaillé les deux dernières décennies comportaient des dimensions locale, nationale et régionale, ils se sont nourris avant tout d'antagonismes locaux afférant à des questions foncières, de leadership local, ou encore à des questions relatives à l'acquisition de la nationalité congolaise. Depuis 1993, les tensions locales à l'est du pays – berceau de la majorité des conflits successifs – ont été exacerbées par des entrepreneurs politiques locaux¹. Ces troubles ont tout d'abord été révélateurs d'une crise de la régulation du système politique congolais, le maréchal Mobutu ayant toujours entretenu ces dissensions afin de se présenter comme le garant de la stabilité du pays². Peu après le renversement du régime du maréchal Mobutu et la prise du pouvoir par Laurent-Désiré Kabila en mai 1997, des affrontements de grande ampleur ont éclaté à l'est du pays, faisant suite à l'émergence de rébellions bénéficiant du soutien de l'Ouganda et du Rwanda notamment, pays qui ont soutenu Kabila dans sa conquête du pouvoir. Depuis lors, les différents accords de paix n'ont pas mis un terme à cette conflictualité latente³. Malgré quelques périodes d'accalmie, de nombreux groupes armés demeurent actifs dans la région. Ces derniers parviennent toujours à attirer vers eux de nouvelles recrues, entretenant ainsi une conflictualité récurrente.

De manière globale, ces violences sont savamment entretenues par des élites politiques, économiques et militaires. Cependant, centrer l'analyse sur ces élites demeure réducteur, en induisant une perception particulière des populations civiles impliquées dans ces conflits. Effectivement, ces dernières ne demeurent pas passives face aux bouleversements produits par l'activisme des entrepreneurs politico-militaires. De même, la conflictualité endémique de l'est de la RDC présente plusieurs particularités, dont notamment le fait que de nombreux combattants ayant pris part – ou prenant encore part – à ces luttes ont été de tous les combats depuis les affrontements intercommunautaires du début des années 1990 jusqu'aux affrontements récents entre l'armée régulière et les nombreux groupes armés de l'est du pays, en passant par le renversement du régime de Mobutu en 1996-1997 ou encore la lutte contre le régime de Laurent-Désiré Kabila à la fin des années 1990 et au début des années 2000. La vision globale quant à l'avènement et l'évolution de la majorité des groupes armés en activité en RDC et de leurs membres va à l'encontre de l'idée communément admise que l'engagement dans un groupe armé permet de s'inscrire dans une mobilité sociale ascendante⁴. Au contraire, nos précédentes recherches nous amènent plutôt à penser que seuls les individus qui disposent d'un important capital scolaire et/ou social avant l'intégration dans un groupe armé parviennent par la suite à occuper des positions intéressantes dans la sphère sociale qu'ils rejoignent une fois la démobilisation effective. Ceux qui ne disposent pas de ce capital se retrouvent souvent dans une situation qui est plus délicate qu'avant leur engagement dans le métier des armes. Dans un tel contexte, alors que ces modèles ont depuis longtemps été éprouvés, comment expliquer que les groupes armés ne connaissent pas de « crise de

¹ Voir notamment W. Reno, "Sovereignty and personal rule in Zaïre", *African Studies Quarterly*, 1997.

² K.C. Dunn, "Production and Consumption of Identity in International Relations", *Millennium: Journal of International Studies*, vol. 30, n° 2, 2001, p. 235-258.

³ Voir S. Autesserre, *The trouble with the Congo: local violence and the failure of international peacebuilding*, New York, Cambridge University Press, 2010.

⁴ Des travaux antérieurs ont déjà mis en évidence ce fait, voir notamment : M. Debos, « Les limites de l'accumulation par les armes. Itinéraires d'ex-combattants au Tchad », *Politique africaine*, n°109, mars 2008, p. 167-181 ou encore N. Duclos (dir.), *L'adieu aux armes ? Parcours d'anciens combattants*, Paris, Karthala, 2010.

« *Prendre les armes en République démocratique du Congo* »,
de la réalité d'un engagement à sa légitimation »

Décembre 2012

recrutement » ? De même, de quelle manière les individus passés par les groupes armés légitiment-ils leur engagement dans le métier des armes ? S'intéresser aux trajectoires individuelles des combattants permet en partie de saisir les mécanismes à travers lesquels s'opère la reproduction des groupes armés à l'est du Congo. Il convient par conséquent d'interroger le parcours des membres des groupes armés afin d'adopter un point de vue alternatif sur les conflits congolais. Cette contribution se base sur une enquête de terrain menée au printemps 2012 au Nord-Kivu auprès d'ex-combattants congolais. Cette perspective s'inscrivant dans le cadre du paradigme de la « politique par le bas »⁵ permet de saisir la complexité des processus amenant des individus à prendre les armes et à éventuellement les abandonner. Elle nous amène également – et surtout – à interpréter la prise des armes comme un ensemble de pratiques sociales quasi-ordinaires dans un contexte particulier, et non comme une forme de déviance.

De la guerre au Congo

Comme nous l'avons indiqué précédemment, la République démocratique du Congo a été touchée par des conflits de nature différente. Cependant, la nature exogène de ces crises doit être remise en cause. A rebours du sens commun voulant que la RDC soit victime d'un conflit qui ne la concerne pas et qui ne serait que le produit de l'importation d'un conflit exogène ou de l'avidité d'entrepreneurs politico-militaires⁶, un intérêt attentif à la déclinaison des conflits récents permet de conclure à l'enracinement de ces conflits dans des problématiques ultra-locales⁷. En effet, toutes les guerres récentes sont profondément révélatrices d'antagonismes locaux non résolus. Ces antagonismes se sont conjugués simultanément à des différends entre les acteurs régionaux qui par la suite ont pris avantage des dissensions au niveau local pour mener à bien leur propre agenda, le tout dans un contexte ou bien souvent, la guerre constitue plus une opportunité qu'un problème. De même, à rebours de la vision « économiciste » des guerres civiles, nous ne considérons pas les groupes armés de l'est de la RDC comme des « corps étrangers » parasitant un milieu donné. La reproduction régulière de ces derniers est permise par l'investissement des acteurs sociaux locaux selon un mode particulier. Les populations autochtones ont été de tous les combats depuis le milieu des années 1990⁸, et ce n'est que dans une mesure restreinte qu'elles ont eu à subir des affrontements entre « groupes armés exogènes » au sein de leur territoire.

S'engager dans un groupe armé :

Dans un contexte de crise sociale et économique aigue, le port d'une arme à feu reste dans bien des cas le seul moyen de pouvoir gagner sa vie, cette stratégie entrant souvent dans le cadre d'un mécanisme de survie. Intégrer un groupe armé est également un moyen de pouvoir renverser une hiérarchie sociale

⁵ J-F. Bayart, A. Mbembe, C. Toulabor, *Le politique par le bas en Afrique noire*, Paris, Karthala, 1992

⁶ De nombreux observateurs congolais et étrangers considèrent les conflits qui touchent l'est du pays comme une conséquence du conflit entre Hutus et Tutsis rwandais. Ce conflit aurait ensuite perduré en raison de l'action d'élites politiques et commerciales locales qui tireraient profit de l'instabilité de la région.

⁷ Voir notamment R. Pourtier, « La guerre au Kivu : un conflit multidimensionnel », *Afrique contemporaine*, n°180, 1996 (10-12), p. 15-38.

⁸ Voir R. Beneduce, L. Jourdan, K. Vlassenroot et T. Raeymaekers, « Violence with a purpose: exploring the functions and meaning of violence in the Democratic Republic of Congo », *Intervention*, vol 4, n°1, 2006, p. 32-47.

« *Prendre les armes en République démocratique du Congo* »,
de la réalité d'un engagement à sa légitimation »

Décembre 2012

favorable aux instruits et aux ressortissants de certains lignages⁹. Seulement, au-delà des cas de conscription forcée, ces quelques considérations ne sauraient expliquer à elles-seules l'afflux constant d'individus de l'est de la RDC vers ces groupes armés. Par ailleurs, dans le cadre de la République démocratique du Congo, l'idéologie ne saurait être considérée comme une ressource pour l'engagement¹⁰. En effet, les différentes déclinaisons des modes de résolution des conflits au Congo, la composition sociologique des groupes armés, ainsi que le « nomadisme » caractérisant les élites politico-militaires nous renseignent avant tout sur la faiblesse des clivages idéologiques dans un système politique où la loyauté est privilégiée à la compétence et où l'inscription idéologique ne sert qu'à légitimer l'activité politique – qui emprunte souvent les voies de la criminalité – et à capter les ressources offertes par l'extraversion.

Parallèlement à l'enrôlement continu dans les groupes armés de jeunes individus issus de l'est du pays, l'armée régulière, les FARDC, constituent toujours un pôle d'attraction pour de nombreux jeunes, alors qu'il est de notoriété publique que cette institution est sans doute la plus sinistrée du pays et qu'elle n'offre que peu de perspectives pour ceux qui font le choix de la rejoindre¹¹. Nous estimons ainsi qu'il ne faut pas sous-estimer – contrairement à ce qui a été sans doute un peu rapidement prophétisé par certaines analyses¹² – la prégnance des anciens modèles de réussite dans l'imaginaire populaire congolais, à savoir la figure du militaire, du rebelle ou du fonctionnaire. De même, le désœuvrement et la paupérisation généralisée dans lesquels sont immergés une grande majorité de jeunes de ces régions orientales ne sauraient à eux-seuls constituer des facteurs explicatifs de l'engagement sur de longues périodes dans le métier des armes. En effet, l'activité des groupes armés ne pourrait être ce qu'elle est sans la participation active de certaines franges de la population. Sans un minimum de soutien de la part des populations civiles, les groupes armés de la région n'auraient pas une durée de vie aussi importante. Dans des guérillas très dépendantes de leurs capacités d'auto-organisation, fonctionnant en enclave, avec, au début, peu de soutien de l'extérieur, la réputation du leader tient un rôle prépondérant dans l'engagement individuel. La force des rapports interpersonnels est souvent à la base de l'engagement. Soulignons également que le chef du groupe est aussi, généralement, le principal pourvoyeur de fonds et qu'il détient un rôle important comme gage d'évolution dans le mouvement armé¹³. La volonté d'émancipation et de mobilité sociale semblent être à l'origine de cet engagement, le maquis est perçu comme un instrument, une possibilité de « partir pour mieux revenir ». Plus généralement, pour un mouvement armé, la capacité à recruter au-delà des catégories de populations traditionnellement associées au mouvement est un gage de crédibilité. Les jeunes recrues, ainsi que les leaders, en prenant les armes, atteignent un statut particulier et peuvent se parer de certains attributs symboliques du pouvoir et de la réussite. Il faut toutefois souligner que l'image du « militaire » fait souvent l'objet d'une mauvaise réception auprès de la population. Parallèlement, la quasi-totalité des groupes armés au Congo ont toujours cherché à diversifier leur recrutement, mais aussi à attirer de nouvelles recrues, surtout à l'approche des accords de paix, car le grade obtenu lors de l'intégration dans l'armée est indexé sur la taille du groupe dirigé.

⁹ F. Van Acker et K. Vlassenroot, « Les 'Maï-Maï' et les fonctions de la violence milicienne à l'est du Congo », *Politique africaine*, n° 84, décembre 2001, p. 103-117.

¹⁰ Voir notamment J. Stearns, *Dancing in the glory of monsters. The collapse of the Congo and the great war of Africa*, New York, Public Affairs, 2011.

¹¹ Pour une typologie des modes d'engagement au sein de l'armée régulière, voir M. Eriksson Baaz and M. Stern, "Making sense of violence: voices of soldiers in the Congo (DRC)", *the Journal of Modern African Studies*, vol. 46, n°1, p. 57-86.

¹² Voir notamment R. Banégas, J-P. Warnier, « Nouvelles figures de la réussite et du pouvoir », *Politique africaine*, n°82, juin 2001, p. 5-21 et le dossier de la revue sur les figures de la réussite et les imaginaires politiques.

¹³ Entretiens avec d'ex-membres de groupes armés, Nord-Kivu, printemps 2012.

*«Prendre les armes en République démocratique du Congo »,
de la réalité d'un engagement à sa légitimation »*

Décembre 2012

Les modes d'entrée dans le mouvement présentent une certaine diversité : pour certaines recrues, c'est le fruit des contingences locales, souvent, il résulte d'un désœuvrement, d'un manque de perspectives, il peut aussi résulter d'un « nomadisme rebelle ». En effet, de nombreux éléments des armées gouvernementales de la région (armées en déroute des régimes de Mobutu au Congo et de Habyarimana au Rwanda dans les années 1990) ont rejoint les groupes armés locaux qu'ils ont contribué à former au maniement des armes. L'engagement dans un groupe armé peut également être la conséquence de la loyauté engendrée par l'inscription dans un cercle de sociabilité constitué préalablement au conflit. Ainsi, dans un contexte où des opérateurs économiques ou des notables locaux se sont souvent mués en entrepreneurs politico-militaires, ces derniers ont souvent recruté au sein du réseau constitué par leurs affidés. Ces leaders, en revanche, qu'ils soient commandants militaires ou cadres politiques, présentent explicitement leur engagement comme un acte spontané, un sacrifice animé par un esprit patriotique pour défendre le territoire¹⁴. Néanmoins, loin de ce que proclame le discours, le patriotisme affiché ne semble pas être la variable explicative principale de l'engagement. C'est souvent dans le cadre de la défense d'intérêts propres que l'engagement dans la lutte armée trouve son origine : protection des exploitations minières ou de l'activité commerciale, bouleversements consécutifs à l'éviction du poste de travail... Ainsi pour les cadres des groupes armés issus des élites urbaines, l'entrée dans la clandestinité est souvent postérieure à l'engagement dans le groupe armé, la stratégie consistant à mettre à profit les ressources que peut procurer une présence en ville. La prise du maquis n'intervient donc que lorsque l'on a été débusqué¹⁵. On voit ici que la prise des armes est clairement à mettre en lien avec le fait que la position socio-économique des acteurs est brutalement remise en cause par une menace extérieure. Par la suite, au fur et à mesure de l'expansion du groupe et de « l'organisation de la guerre », l'instrumentalisation de la défense du territoire à des fins d'accumulation d'ordre privé va peu à peu laisser place à des opérations qui servent deux objectifs à la jonction d'intérêts privés et publics : la lutte permet de protéger l'activité économique, mais elle sert simultanément des intérêts « détachés des contingences matérielles », tout en conservant un caractère populaire. Le constat vaut également pour les individus qui appartenaient à la classe urbaine éduquée, et qui ont rejoint les groupes armés de l'est de la RDC.

Si l'entrée dans la lutte résulte, pour les combattants, d'un manque de perspectives ou d'une volonté d'émancipation, pour les cadres, elle est plutôt à mettre en lien avec les menaces de voir sa position d'accumulation ébranlée. Seulement, l'ascension sociale que beaucoup étaient en mesure d'espérer en entrant dans le mouvement n'a pas forcément lieu. Hormis le fait que celle-ci est souvent corrélée à la qualité des rapports interpersonnels noués avec le chef, l'ascension sociale est plutôt fonction des ressources matérielles et/ou symboliques apportées lors de l'entrée dans le mouvement. Ainsi, on peut relever des « homologues structurales »¹⁶, pour ceux qui se sont engagés dans la lutte, entre l'espace civil et l'espace de la guérilla. Même si une nouvelle classe a pu s'imposer dans la guerre, il n'y pas eu de profond bouleversement des positions sociales dans la guérilla.

¹⁴ Entretiens avec d'ex-cadres de groupes armés, Nord-Kivu, printemps 2012.

¹⁵ Conclusions tirées de l'analyse des trajectoires de membres de groupes armés au Nord-Kivu, printemps 2012.

¹⁶ M. Dobry, *Sociologie des crises politiques : la dynamique des mobilisations multisectorielles*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1986.

Décembre 2012

Légitimer son engagement :

Le positionnement au sein des groupes armés fait l'objet de différents modes de légitimation. Ces modes de légitimation sont corrélés à la diversité des trajectoires individuelles mais également aux ressources éventuellement mobilisables par les différents acteurs. Cependant, la justification de la place occupée semble guider le discours des acteurs. Cette dimension légitimatrice récurrente au niveau microsociologique trouve son prolongement au niveau macrosociologique. En effet, de la même façon, le discours vient, souvent de manière incantatoire, tenter de remettre en cause l'agencement interne du champ militaro-politique congolais, dans lequel les individus issus des groupes armés occupent souvent une place subalterne.

Ainsi, pour justifier l'entrée en guerre, le premier paravent est l'usage d'un discours nationaliste, c'est le patriotisme qui expliquerait l'engagement. Ce procédé est somme toute assez commun, car en filigrane du discours, les interlocuteurs se distinguent par une volonté de montrer que leur engagement est détaché de tout lien avec un quelconque attachement matériel, mais qu'il est uniquement mu par des idéaux patriotiques. Or, lorsque l'on s'intéresse de près à la trajectoire des acteurs, on se rend compte qu'au-delà des sympathies naturelles qu'ils peuvent éprouver vis-à-vis de la cause défendue par la majorité des groupes armés – à savoir la défense du territoire face à l'expansionnisme rwandais –, c'est uniquement quand leur position est clairement et directement menacée qu'ils « entrent en résistance ». Le discours est donc construit en vertu d'un souci permanent de présenter l'engagement comme étant le fruit d'une contrainte et transcendant leur propre personne. En outre, certains entrepreneurs politico-militaires pallient l'éventuelle carence idéologique de leur engagement en inscrivant leur lutte dans l'héritage des luttes précédentes – dynamique qui constitue une manière de légitimer la lutte entreprise. Pour les recrues, la perception du conflit est plus réduite, tant la prise en compte de la structuration de l'ordre politique congolais forgé dans la guerre – si elle est effective – revêt tout de même moins d'importance que pour les cadres, qui inscrivent généralement leur lutte dans le cadre plus global de la lutte contre l'impérialisme, et dans la continuité des luttes progressistes des années 1960¹⁷. Cependant, l'action de ces entrepreneurs politico-militaires n'aurait que peu de chance d'aboutir sans l'investissement de « ceux qui tiennent l'arme ».

La fluidité des statuts en question

Si le métier des armes au Congo demeure attractif, il s'avère que le statut des hommes en armes en RDC se caractérise par une certaine réversibilité, les individus faisant partie des groupes armés pouvant tour à tour être civils, militaires de l'armée régulière ou membre d'un groupe armé illégal¹⁸. De même, les trajectoires des combattants congolais entrent souvent en contradiction avec leur discours. De fait, le parcours de ces individus est souvent marqué par une certaine continuité et un « nomadisme rebelle ». Ainsi, de nombreux combattants sont demeurés parfois plus de quinze années dans les maquis de l'est congolais, en ayant fait partie de plusieurs groupes armés. Ces parcours se caractérisent également par des retours à la vie civile et des passages dans l'armée régulière¹⁹. Cependant, interroger la diversité de ces parcours en termes de motivations paraît insuffisant pour saisir pleinement les

¹⁷ Voir notamment B. Verhaegen, *Rébellion au Congo. 1*, Bruxelles, Les Etudes du CRISP, 1964.

¹⁸ Voir M. Debos, "Fluid loyalties in a regional crisis: Chadian 'ex-liberators' in the Central African Republic", *African Affairs*, vol. 107, n° 427, mars 2008, p. 225-241.

¹⁹ Conclusions tirées de l'analyse des trajectoires de membres de groupes armés au Nord-Kivu, printemps 2012.

« *Prendre les armes en République démocratique du Congo* »,
de la réalité d'un engagement à sa légitimation »

Décembre 2012

mécanismes permettant l'engagement dans la lutte armée et surtout la poursuite sur de longues périodes du « métier des armes ». En effet, le passage d'un groupe armé à un autre, d'un groupe armé illégal à l'armée régulière ou encore un retour à la vie civile peut, certes, relever d'une stratégie délibérée, mais il est plutôt révélateur dans la majorité des cas d'un bouleversement de nature exogène, soit que les chefs militaires des dits groupes abandonnent la voie de la lutte armée, soit qu'ils aient été vaincus par un groupe armé plus puissant, soit qu'ils aient choisi la voie de l'auto-démobilisation. Parallèlement, dans un contexte où les conflits congolais sont révélateurs d'un « recyclage des élites »²⁰, les groupes armés agissent également comme des organismes « recyclant » les combattants. De manière plus globale, les groupes armés en République démocratique du Congo ne peuvent fonctionner que si leurs leaders parviennent à combiner leurs intérêts propres à ceux des individus qui les rejoignent.

Les contingences de la guerre en RDC, ainsi que les exigences économiques induisent la fluidité des statuts de « civil » et de « combattant » comme une nécessité afférant à la survie individuelle et collective. Ainsi, ces passages – courants dans le parcours des hommes en armes – entre les statuts de « civil », de « rebelle », ou de « militaire » représentent à notre sens des mécanismes d'adaptation des individus issus de l'est de la RDC à une conflictualité récurrente. De même, si ces choix sont parfois les conséquences d'une évolution du cadre structurel dans lequel ont lieu ces interactions sociales violentes, ils entrent avant tout dans le cadre d'une stratégie relativement rationnelle quant à la façon la moins risquée de maintenir sa position individuelle, aussi peu bénéfique soit-elle. En effet, le besoin de sécurité, ainsi que des attentes à long terme (promesse d'une fonction effective, acquisition d'une éducation) semblent être à l'origine de nombreux engagements dans l'armée à l'issue d'un passage dans la rébellion²¹. L'intégration dans l'armée est ainsi perçue par de nombreux ex-combattants comme la dernière opportunité d'atteindre un statut social plus élevé, ce projet étant considéré par beaucoup d'entre eux comme la suite logique de leur parcours dans la guérilla. Or, les vagues successives d'intégration ont reconfiguré en profondeur cette armée. Si l'affiliation ethnique demeure toujours un critère important d'évolution dans cette institution, la stratégie de noyautage mise en œuvre par certains groupes armés (RCD puis CNDP) lors de leur intégration a eu pour conséquence d'instituer l'obédience politico-militaire comme critère majeur d'ascension socioprofessionnelle, révélant ainsi une montée en puissance de critères liés à l'affiliation politique et au positionnement dans les réseaux de patronage. Pour les individus dotés d'un capital social important, l'objectivation de leur statut au sein des forces armées régulières facilite l'occupation d'une position d'accumulation. Cette position peut engendrer des gains matériels substantiels comme la conduite d'activités commerciales ou extractives à travers la protection institutionnelle que peut offrir un grade élevé dans la nouvelle armée intégrée. Seulement, la pérennité de ces positions d'accumulation est toujours fonction de la stabilité des réseaux de patronage. Si le « parrain » tombe en disgrâce, le parcours d'accumulation des individus dont la position est garantie par l'étendue de leur capital social, peut se retrouver brutalement interrompu. Parallèlement, la plupart des ex-combattants n'ont pas d'autres choix que de se mettre sous la coupe d'hommes influents, qui sont les seuls à même de pouvoir leur garantir une évolution conforme à leurs attentes.

Ainsi, dans un univers où « la loyauté est privilégiée à la compétence », et où les contingences peuvent induire un renversement brutal des allégeances, la qualité des rapports noués avec le supérieur hiérarchique oriente l'évolution au sein de l'institution militaire. C'est notamment en vertu de ce

²⁰ M. Boas and K. Dunn (dir.), *African guerrillas. Raging against the machine*, Boulder, Lynne Rienner, 2007.

²¹ M. Utas and M.M. Christensen, "Mercenaries of democracy: The 'Politricks' of remobilized combatants in the 2007 general elections, Sierra Leone", *African Affairs*, vol.107, n°429, octobre 2008, p. 515-539; J.M Weinstein, "Resources and the Information Problem in Rebel Recruitment", *The Journal of Conflict Resolution*, vol. 49, n°4, août 2005, p. 598-625.

*«Prendre les armes en République démocratique du Congo »,
de la réalité d'un engagement à sa légitimation »*

Décembre 2012

principe que peuvent s'expliquer les désertions massives de ces derniers mois. Effectivement, le M23 qui occupe actuellement de larges portions du Nord-Kivu est essentiellement composé d'ex-rebelles du CNDP intégrés dans l'armée. Cependant, le comportement des hommes en armes ne saurait se réduire à une quelconque obéissance aux injonctions de leurs supérieurs. Leurs stratégies individuelles se distinguent par une prise en compte de ce qui est considéré comme leurs intérêts propres. Les trajectoires de ces ex-combattants semblent ainsi entrer dans le cadre d'un processus de « navigation sociale »²² qui peut être défini comme une pratique politique complexe désignant l'évolution en fonction d'un but précis, qui prend en compte l'instabilité de l'environnement sociopolitique. Dans ce cadre, différentes stratégies peuvent être mises en œuvre. Ainsi, les acteurs concernés agissent et réagissent en vertu de leur position, en réponse aux contraintes existantes, ainsi qu'en fonction des possibilités qui leur sont offertes. Enfin, les déclinaisons de la conflictualité propre à l'est de la République démocratique du Congo nous amènent à réinterroger des catégories analytiques antinomiques souvent employées de manière indifférenciée sur différents théâtres, à savoir l'opposition entre « combattants irréguliers » et « soldats » ainsi que celle pouvant exister entre « armée régulière » et « groupe armé illégal ».

²² H. Vigh, *Navigating Terrains of War. Youth and Soldiering in Guinea-Bissau*, New York, Berghahn Books, 2006.